

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2013/29412]

20 JUIN 2013. — Décret relatif à la suppression de la condition de nationalité pour l'exercice des fonctions de recrutement et de sélection dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications de décrets communs aux membres du personnel relevant de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française*

Section I^{re}. — Modifications de la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'Etat

Article 1^{er}. L'article 4.1. de la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifié par le décret du 18 mai 1993 modifiant l'article 4 de la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, est abrogé.

Section II. — Modifications du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Art. 2. Les articles 11, alinéa 1^{er}, 1^o, et 12, § 1^{er}, 1^o, du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, modifié en dernier lieu par le décret du 19 février 2009 portant diverses mesures, notamment en matière de statuts et de titres pour les membres des personnels de l'enseignement supérieur et créant des conseils des étudiants au sein des Instituts supérieurs d'Architecture, sont abrogés.

Section III. — Modifications du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Art. 3. Les articles 91, 2^o, a), 95, 2^o, a), 99, alinéa 1^{er}, 2^o, a), 264, 2^o, a), 268, 2^o, a), et 272, alinéa 1^{er}, 2^o, a) du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, modifié en dernier lieu par le décret du 19 février 2009 portant diverses mesures, notamment en matière de statuts et de titres pour les membres des personnels de l'enseignement supérieur et créant des conseils des étudiants au sein des Instituts supérieurs d'Architecture, sont abrogés.

Art. 4. Les articles 185, 2^o, a), 189, 2^o, a), et 193, 2^o, a), du même décret sont abrogés.

Section IV. — Modifications du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)

Art. 5. Les articles 109, alinéa 1^{er}, 1^o, 121, 1^o, 121^{ter}, 1^o, 123, 1^o, 127, 1^o, 234, § 1^{er}, 1^o, 247, 1^o, 248^{ter}, 1^o, 250, 1^o, 254, 1^o, 364, § 1^{er}, 1^o, 377, 1^o, 378^{ter}, 1^o, 380, 1^o, et 384, 1^o, du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} décembre 2010 portant diverses mesures dans l'enseignement supérieur, sont abrogés.

Art. 6. Les articles 205, 2^o, a), 207, 2^o, a), 209, 2^o, a), 320, 2^o, a), 322, 2^o, a), et 324, alinéa 1^{er}, 2^o, a) du même décret sont abrogés.

Art. 7. Les articles 451, 2^o, a), 453, 2^o, a), et 455, 2^o, a), du même décret sont abrogés.

Section V. — Modifications du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française

Art. 8. Les articles 15, 1^o, 25, 1^o, et 35, 1^o, du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française, modifié en dernier lieu par le décret du 10 février 2011 portant des dispositions diverses en matière d'enseignement obligatoire et de promotion sociale, sont abrogés.

Section VI. — Modifications du décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française

Art. 9. Les articles 10, § 1^{er}, 1^o, 15, alinéa 1^{er}, 1^o, 165, § 1^{er}, 1^o, et 165, § 2, 1^o, du décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française, modifié par le décret du 1^{er} décembre 2010 portant diverses mesures dans l'enseignement supérieur, sont abrogés.

Art. 10. Les articles 56, alinéa 1^{er}, 2^o, a), et 60, alinéa 1^{er}, 2^o, a), du même décret sont abrogés.

Section VII. — Modifications du décret du 30 avril 2009 organisant le transfert de l'enseignement supérieur de l'architecture à l'université

Art. 11. Les articles 67, 1^o, 68, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret du 30 avril 2009 organisant le transfert de l'enseignement supérieur de l'architecture à l'université, modifié en dernier lieu par le décret-programme du 15 décembre 2010 portant diverses mesures relatives au sport en Communauté française, aux Fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, au Conseil de la transmission de la mémoire, à l'enseignement obligatoire et à l'enseignement de promotion sociale, aux Bâtiments scolaires, au financement des Institutions universitaires et des Hautes Ecoles, à la politique scientifique et universitaire, au transfert de l'enseignement supérieur de l'architecture à l'université et aux aides aux Institutions universitaires et à la négociation en Communauté française, sont abrogés.

Section VIII. — Modifications du décret du 30 avril 2009 portant exécution du Protocole d'accord du 20 juin 2008 conclu pour la période 2009-2010 avec les organisations syndicales représentatives du secteur de l'enseignement

Art. 12. L'article 22, alinéa 2, 1^o, du décret du 30 avril 2009 portant exécution du Protocole d'accord du 20 juin 2008, conclu pour la période 2009-2010 avec les organisations syndicales représentatives du secteur de l'enseignement, est abrogé.

CHAPITRE II. — *Modifications relatives aux membres du personnel relevant de l'enseignement organisé par la Communauté française*

Section I^{re}. — Modifications de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Art. 13. Les articles 18, 1., 101, alinéa 1^{er}, 1^o, 102, alinéa 1^{er}, 1^o, et 168, alinéa 1^{er}, 2^o, a), de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements, et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements modifié en dernier lieu par le décret du 10 février 2011 portant des dispositions diverses en matière d'enseignement obligatoire et de promotion sociale, sont abrogés.

Art. 14. Les articles 31, alinéa 1^{er}, 1^o, et 46bis, alinéa 1^{er}, 1^o, du même arrêté royal sont abrogés.

Art. 15. L'article 31ter, 1^o du même arrêté royal est abrogé.

Section II. — Modifications de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française

Art. 16. Les articles 4, alinéa 1^{er}, 1^o, 12, alinéa 1^{er}, 1^o, et 48, 2^o, a), de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié en dernier lieu par le décret du 10 février 2011 portant des dispositions diverses en matière d'enseignement obligatoire et de promotion sociale, sont abrogés.

Section III. — Modifications de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psychos-médico-sociaux

Art. 17. Les articles 14, 1, 27, 1, et 196, alinéa 1^{er}, 2^o, a), de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psychos-médico-sociaux, modifié en dernier lieu par le décret du 10 février 2011 portant des dispositions diverses en matière d'enseignement obligatoire et de promotion sociale, sont abrogés.

Section IV. — Modifications de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 avril 1993 fixant les dispositions transitoires relatives aux charges et emplois applicables aux membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française

Art. 18. L'article 30, 1^o, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 avril 1993 fixant les dispositions transitoires relatives aux charges et emplois applicables aux membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française est abrogé.

Section V. — Modifications du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française

Art. 19. Les articles 26, 1^o, 39, alinéa 1^{er}, 1^o, 169, alinéa 1^{er}, 2^o, a), 188, alinéa 1^{er}, 1^o, 195, alinéa 1^{er}, 1^o, 315, alinéa 1^{er}, 2^o, a), et 342, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, modifié en dernier lieu par le décret du 10 février 2011 portant des dispositions diverses en matière d'enseignement obligatoire et de promotion sociale, sont abrogés.

Section VI. — Modifications du décret du 20 juillet 2006 portant diverses mesures en matière d'enseignement obligatoire, d'enseignement supérieur, de culture et d'éducation permanente

Art. 20. L'article 35, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret du 20 juillet 2006 portant diverses mesures en matière d'enseignement obligatoire, d'enseignement supérieur, de culture et d'éducation permanente est abrogé.

CHAPITRE III. — *Modifications relatives aux membres du personnel de l'enseignement subventionné par la Communauté française*

Section I^{re}. — Modifications du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné

Art. 21. Les articles 30, § 1^{er}, 1^o, 42, § 1^{er}, 1^o, et 51, alinéa 2, 1^o, du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, modifié en dernier lieu par le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité et le décret du 30 avril 2009 portant exécution du Protocole d'accord du 20 juin 2008 conclu pour la période 2009-2010 avec les organisations syndicales représentatives du secteur de l'enseignement, sont abrogés.

Art. 22. L'article 54*sexies*, alinéa 1, 1^o, du même décret est abrogé.

Art. 23. Les articles 71*quater*, 8^o, a), et 72, § 1^{er}, 1^o, a), du même décret sont abrogés.

Section II. — Modifications de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 juillet 1993 fixant les dispositions transitoires relatives aux charges et emplois applicables aux membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française

Art. 24. Les articles 30, 1^o, et 36, 1^o, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 juillet 1993 fixant les dispositions transitoires relatives aux charges et emplois applicables aux membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française, modifié en dernier lieu par le décret du 2 juin 1998 modifiant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement subventionné de promotion sociale, sont abrogés.

Section III. — Modifications du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné

Art. 25. Les articles 20, § 1^{er}, 1^o, 30, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, et 58, 1^o, du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné modifié en dernier lieu par le décret du 30 avril 2009 portant exécution du Protocole d'accord du 20 juin 2008 conclu pour la période 2009-2010 avec les organisations syndicales représentatives du secteur de l'enseignement et par le décret du 30 avril 2009 concernant la comptabilité des écoles et l'accès à certaines fonctions de sélection et de promotion, sont abrogés.

Art. 26. Les articles 40, alinéa 4, 1^o, et 44, § 5, alinéa 1^{er}, 1^o, du même décret sont abrogés.

Section IV. — Modifications du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des Centres-psycho-médico-sociaux libres subventionnés

Art. 27. Les articles 27, alinéa 1^{er}, 1^o, 33, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, 43, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, 110*ter*, 7^o, a), et 110*nonies*, § 1^{er}, 1^o, a), du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des Centres-psycho-médico-sociaux libres subventionnés, modifié en dernier lieu par le décret du 10 février 2011 portant des dispositions diverses en matière d'enseignement obligatoire et de promotion sociale, sont abrogés.

Section V. — Modifications du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des Centres-psycho-médico-sociaux officiels subventionnés

Art. 28. Les articles 20, alinéa 1^{er}, 1^o, 25, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, 32, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, 99, 2^o, a), et 100, 2^o, a), du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres-psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, modifié par le décret du 10 février 2011 portant des dispositions diverses en matière d'enseignement obligatoire et de promotion sociale, sont abrogés.

Section VI. — Modifications du Décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion

Art. 29. Les articles 20, § 1^{er}, 1^o, 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, 31, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, 110, 2^o, a), et 111, alinéa 1^{er}, 2^o, a), du décret 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion, modifié en dernier lieu par le décret du 30 avril 2009 portant exécution du Protocole d'accord du 20 juin 2008 conclu pour la période 2009-2010 avec les organisations syndicales représentatives du secteur de l'enseignement, sont abrogés.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juin 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

—
Note

Session 2012-2013.

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 486-1. – Rapport, n° 486-2 – Erratum n° 486-3.

Compte-rendu intégral. Discussion et adoption. Séance du 19 juin 2013.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29412]

20 JUNI 2013. — Decreet betreffende de afschaffing van de nationaliteitsvoorwaarde voor de uitoefening van wervings- en selectieambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Wijziging van decreten die de personeelsleden die ressorteren onder het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs gemeen zijn

Afdeling I. — Wijziging van de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs

Artikel 1. Artikel 4.1. van de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, gewijzigd bij het decreet van 18 mei 1993 tot wijziging van artikel 4 van de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, wordt opgeheven.

Afdeling II. — Wijziging van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen

Art. 2. De artikelen 11, eerste lid, 1°, en 12, § 1, 1°, van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 februari 2009 houdende diverse maatregelen, inzonderheid inzake de statuten en de bekwaamheidsbewijzen voor de personeelsleden van het hoger onderwijs en houdende oprichting van de studentenraden binnen de Hogere Instituten voor Architectuur, worden opgeheven.

Afdeling III. — Wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 3. De artikelen 91, 2°, a), 95, 2°, a), 99, eerste lid, 2°, a), 264, 2°, a), 268, 2°, a), en 272, eerste lid, 2°, a) van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, laatst gewijzigd bij het decreet van 19 februari 2009 houdende diverse maatregelen, inzonderheid inzake de statuten en de bekwaamheidsbewijzen voor de personeelsleden van het hoger onderwijs en houdende oprichting van de studentenraden binnen de Hogere Instituten voor Architectuur, worden opgeheven.

Art. 4. De artikelen 185, 2°, a), 189, 2°, a), en 193, 2°, a), van hetzelfde decreet worden opgeheven.

Afdeling IV. — Wijziging van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstsonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten)

Art. 5. De artikelen 109, eerste lid, 1°, 121, 1°, 121ter, 1°, 123, 1°, 127, 1°, 234, § 1, 1°, 247, 1°, 248ter, 1°, 250, 1°, 254, 1°, 364, § 1, 1°, 377, 1°, 378ter, 1°, 380, 1° en 384, 1°, van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstsonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), laatst gewijzigd bij het decreet van 1 december 2010 houdende diverse maatregelen in het hoger onderwijs, worden opgeheven.

Art. 6. De artikelen 205, 2°, a), 207, 2°, a), 209, 2°, a), 320, 2°, a), 322, 2°, a), en 324, eerste lid, 2°, a) van hetzelfde decreet worden opgeheven.

Art. 7. De artikelen 451, 2°, a), 453, 2°, a), en 455, 2°, a), van hetzelfde decreet worden opgeheven.

Afdeling V. — Wijziging van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd

Art. 8. De artikelen 15, 1°, 25, 1°, en 35, 1°, van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd, laatst gewijzigd bij het decreet van 10 februari 2011 houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, worden opgeheven.

Afdeling VI. — Wijziging van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur

Art. 9. De artikelen 10, § 1, 1°, 15, eerste lid, 1°, 165, § 1, 1°, en 165, § 2, 1° van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur, gewijzigd bij het decreet van 1 december 2010 houdende diverse maatregelen in het hoger onderwijs, worden opgeheven.

Art. 10. De artikelen 56, eerste lid, 2°, a), en 60, eerste lid, 2°, a), van hetzelfde decreet worden opgeheven.

HOOFDSTUK VII. — Wijziging van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van de overdracht van het hoger architectuuronderwijs naar de universiteit

Art. 11. De artikelen 67, 1°, 68, § 2, eerste lid, 1°, van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van de overdracht van het hoger architectuuronderwijs naar de universiteit, laatst gewijzigd bij het programmadecreet van 15 december 2010 houdende diverse maatregelen betreffende de sport in de Franse Gemeenschap, de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, de Raad voor de overdracht van de herinnering, het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale promotie, de schoolgebouwen, de financiering van de universitaire instellingen en van de hogescholen, het wetenschaps- en universitair beleid, de overdracht van het hoger architectuuronderwijs naar de universiteit en de hulpverlening aan de universitaire instellingen en de onderhandeling in de Franse Gemeenschap, worden opgeheven.

Afdeling VIII. — Wijziging van het decreet van 30 april 2009 houdende uitvoering van het Protocol van akkoord van 20 juni 2008 gesloten voor de periode 2009-2010 met de representatieve vakverenigingen van de onderwijssector

Art. 12. Artikel 22, tweede lid, 1°, van het decreet van 30 april 2009 houdende uitvoering van het Protocol van akkoord van 20 juni 2008 gesloten voor de periode 2009-2010 met de representatieve vakverenigingen van de onderwijssector wordt opgeheven.

*HOOFDSTUK II. — Wijziging betreffende personeelsleden
die ressorteren onder het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs*

Afdeling I. — Wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, laatst gewijzigd bij het decreet van 10 februari 2011 houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie

Art. 13. De artikelen 18, 1., 101, eerste lid, 1°, 102, eerste lid, 1°, en 168, eerste lid, 2°, a) van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, laatst gewijzigd bij het decreet van 10 februari 2011 houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, worden opgeheven.

Art. 14. De artikelen 31, eerste lid, 1°, en 46bis, eerste lid, 1°, van hetzelfde koninklijk besluit worden opgeheven.

Art. 15. Artikel 31ter, 1° van hetzelfde koninklijk besluit wordt opgeheven.

Afdeling II. — Wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap

Art. 16. De artikelen 4, eerste lid, 1°, 12, eerste lid, 1°, en 48, 2°, a), van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, laatst gewijzigd bij het decreet van 10 februari 2011 houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, worden opgeheven.

Afdeling III. — Wijziging van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap alsook van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze psycho-medisch-sociale centra

Art. 17. De artikelen 14, 1., 27, 1., en 196, eerste lid, 2°, a), van het koninklijk besluit 27 juli 1979 houdende het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap alsook van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze psycho-medisch-sociale centra, laatst gewijzigd bij het decreet van 10 februari 2011 houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, worden opgeheven.

Afdeling IV. — Wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 april 1993 van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de overgangsbepalingen betreffende de opdrachten en betrekkingen, toepasselijk op de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap

Art. 18. Artikel 30, 1°, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 april 1993 van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de overgangsbepalingen betreffende de opdrachten en betrekkingen, toepasselijk op de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

Afdeling V. — Wijziging van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap

Art. 19. De artikelen 26, 1°, 39, eerste lid, 1°, 169, eerste lid, 2°, a), 188, eerste lid, 1°, 195, eerste lid, 1°, 315, eerste lid, 2°, a), en 342, § 1, eerste lid, 1°, van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, laatst gewijzigd bij het decreet van 10 februari 2011 houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, worden opgeheven.

Afdeling VI. — Wijziging van het decreet van 20 juli 2006 houdende verschillende maatregelen inzake leerplichtonderwijs, hoger onderwijs, cultuur en permanente opvoeding

Art. 20. Artikel 35, eerste lid, 1°, van het decreet van 20 juli 2006 houdende verschillende maatregelen inzake leerplichtonderwijs, hoger onderwijs, cultuur en permanente opvoeding wordt opgeheven.

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen betreffende de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs

Afdeling I. — Wijziging van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs

Art. 21. De artikelen 30, § 1, 1°, 42, § 1, 1°, en 51, tweede lid, 1°, van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, laatst gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving en het decreet van 30 april 2009 houdende uitvoering van het Protocol van akkoord van 20 juni 2008 gesloten voor de periode 2009-2010 met de representatieve vakverenigingen van de onderwijssector, worden opgeheven.

Art. 22. Artikel 54 sexes, eerste lid, 1°, van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 23. De artikelen 71 quater, 8°, a), en 72, § 1, 1°, a), van hetzelfde decreet worden opgeheven.

Afdeling II. — Wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot vaststelling van de overgangsbepalingen betreffende de opdrachten en betrekkingen, toepasselijk op de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 24. De artikelen 30, 1°, en 36, 1°, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot vaststelling van de overgangsbepalingen betreffende de opdrachten en betrekkingen, toepasselijk op de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, laatst gewijzigd bij het decreet van 2 juni 1998 tot wijziging van het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie, worden opgeheven.

Afdeling III. — Wijziging van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs.

Art. 25. De artikelen 20, § 1, 30, § 1, eerste lid, 1°, en 58, 1°, van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, laatst gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009 houdende uitvoering van het Protocol van akkoord van 20 juni 2008 gesloten voor de periode 2009-2010 met de representatieve vakverenigingen van de onderwijssector en bij het decreet van 30 april 2009 betreffende de comptabiliteit van de scholen en de toegang tot sommige selectieambten en bevorderingsambten, worden opgeheven.

Art. 26. De artikelen 40, vierde lid, 1°, en 44, § 5, eerste lid, 1°, van hetzelfde decreet, worden opgeheven.

Afdeling IV. — Wijziging van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra

Art. 27. De artikelen 27, eerste lid, 1°, 33, § 1, eerste lid, 1°, 43, § 1, eerste lid, 1°, 110 ter, 7°, a), en 110nonies, § 1, 1°, a), van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra, laatst gewijzigd bij het decreet van 10 februari 2011 houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, worden opgeheven.

Afdeling V. — Wijziging van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra

Art. 28. De artikelen 20 eerste lid, 1°, 25, § 1, eerste lid, 1°, 32, § 1, eerste lid, 1°, 99, 2°, a), en 100, 2°, a), van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra, laatst gewijzigd bij het decreet van 10 februari 2011 houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, worden opgeheven.

Afdeling VI. — Wijziging van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst

Art. 29. De artikelen 20, § 1, 1°, 24, § 1, eerste lid, 1°, 31, § 1, eerste lid, 1°, 110, 2°, a), en 111, eerste lid, 2°, a), van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst, laatst gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009 houdende uitvoering van het Protocol van akkoord van 20 juni 2008 gesloten voor de periode 2009-2010 met de representatieve vakverenigingen van de onderwijssector, worden opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 juni 2013.

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

Nota

(1) Zitting 2012-2013.

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 486-1. — Verslag, nr. 486-2. — Erratum, nr. 486-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 19 juni 2013.